



SCOLARITÉ, INÉGALITÉS SOCIOÉCONOMIQUES ET PAUVRETÉ DANS LANAUDIÈRE

Agence de la santé
et des services sociaux
de Lanaudière

Québec 

Fascicule 1

Un niveau de scolarité plus élevé contribue à de meilleures conditions de travail, à une meilleure qualité de vie et à un meilleur état de santé

Par : Louise Lemire
Agente de planification, de programmation et de recherche
Service de surveillance, recherche et évaluation
Direction de santé publique et d'évaluation

Dans les sociétés postindustrielles, pourquoi accorde-t-on autant d'importance à l'augmentation du niveau de scolarité de la population? Pourquoi s'intéresse-t-on autant à ses carences en matière de lecture, de calcul, de compréhension et de résolution de problèmes? Pourquoi parle-t-on avec autant d'insistance des impératifs de la société du savoir? Pourquoi le décrochage scolaire des jeunes avant l'obtention d'un premier diplôme fait-il l'objet de tant d'inquiétudes? Ces questions sont au cœur de cette série de deux fascicules intitulée *Scolarité, inégalités socioéconomiques et pauvreté dans Lanaudière*.

L'intention principale de cette série est de montrer qu'en cette ère de mondialisation des marchés qui entraîne un déplacement des emplois les moins qualifiés vers des pays où la main-d'œuvre est abondante et à bon marché, il s'avère très difficile d'échapper à de mauvaises conditions socioéconomiques et à la pauvreté si on ne profite pas des atouts que procure une scolarité suffisante et un diplôme attestant des qualifications acquises. La scolarité s'avère être un déterminant capital de la qualité des emplois et des revenus des particuliers, des chances des personnes d'échapper au chômage chronique et à la pauvreté qui souvent en découle, et en fin de compte, garantir d'un état de santé et de bien-être satisfaisant de la population d'une région donnée.

Ce premier fascicule présente, à partir d'une brève revue de la littérature, les éléments du contexte économique et social qui illustrent l'importance d'avoir un niveau suffisant de connaissances, de même qu'un premier diplôme mesurant les qualifications acquises pour être capable de composer avec les exigences croissantes d'une société et d'une économie axées sur le savoir. Puis, dans un deuxième temps, la situation de la scolarité dans Lanaudière sera analysée plus en détail, de même que celle du décrochage des jeunes au secondaire et du retard scolaire dès le primaire des élèves lanaudois.

« Qui s'instruit, s'enrichit », répétait-on sur toutes les tribunes, dans les années 60 au moment de la Révolution tranquille. À l'aube des années 2000, ce slogan demeure toujours aussi vrai et d'actualité. En effet, plusieurs recherches, aussi bien européennes, américaines que canadiennes ont illustré l'importance de l'augmentation du niveau de scolarité de la population comme moyen de se développer aussi bien du point de vue économique, social que culturel. La personne qui poursuit des études jusqu'à l'obtention d'un diplôme contribue, non seulement à

s'assurer une prospérité personnelle, mais à enrichir également sa famille, sa communauté, sa région et son pays. Les progrès considérables des Québécois¹ dans ces domaines au cours des quatre dernières décennies sont d'ailleurs particulièrement éloquentes à cet égard.

Dans une société axée sur le savoir, l'augmentation des compétences de base de la population en lecture, en calcul et en résolution de problèmes demeure une stratégie cruciale pour promouvoir le développement économique et social d'un pays ou d'une région. L'investissement dans l'éducation et dans la formation professionnelle demeure trois fois plus important pour la croissance économique à long terme d'un pays que l'investissement dans le capital physique, comme la machinerie et les équipements. En conséquence, le niveau de compétences en littératie² de la population constitue un indicateur éprouvé des possibilités de développement économique, social et culturel d'un pays aussi bien qu'une mesure de la qualité de vie que peuvent atteindre les individus eux-mêmes (Willms, 1999).

♦ **Trop de Lanaudois ont des difficultés à lire**

Au début des années 2000, une part appréciable de la population québécoise éprouve de sérieuses difficultés à composer avec les exigences croissantes de la société axée sur le savoir. Les données de la dernière *Enquête sur la littératie et les compétences des adultes* menée au Canada en 2003 révèlent que plus d'un Québécois sur cinq (22 %) âgé de 16 à 65 ans se classe au niveau le plus faible³ des compétences en lecture. Ces données permettent d'estimer qu'il y aurait, en 2006, plus d'un million de Québécois présentant des difficultés à lire et, à l'échelle lanaudoise, environ 65 000 individus pourraient être dans cette situation (Statistique Canada, 11 mai 2005; Bernèche et Perron, 2005; Marquis et Cadieux, 2005).

♦ **Les capacités en littératie : un gage de meilleures conditions de travail et de vie**

Les résultats des enquêtes portant sur l'alphabétisation et la littératie menées en 1994 et 2003 au Canada et dans les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) confirment que les niveaux inférieurs de compétences en littératie sont associés à des salaires et à des revenus moindres. Près de la moitié des adultes canadiens dont le niveau de lecture est faible vivent dans des ménages pauvres. Ces personnes demeurent aussi beaucoup moins susceptibles d'avoir occupé un emploi pendant l'année ayant précédé les enquêtes (Mc Mullen, 2005; Shalla et Schellenberg, 1998). Au Québec, les plus faibles résultats en littératie se retrouvent chez les travailleurs concentrés dans des emplois peu spécialisés. Ces derniers requièrent peu de qualifications, offrent les revenus annuels les plus faibles et procurent peu ou pas d'occasions de perfectionnement et de formation (Bernèche et Perron, 2005).

¹ Le genre masculin comprend le genre féminin et n'est utilisé que pour alléger le texte.

² La littératie est définie comme étant « l'aptitude à comprendre et à utiliser l'information écrite dans la vie courante, à la maison, au travail et dans la collectivité en vue d'atteindre des buts personnels et d'étendre ses connaissances et ses capacités » (Bernèche et Perron, 2005, p. 1).

³ Les personnes qui se classent au niveau le plus faible sont capables de lire un texte court et de repérer un élément d'information identique ou semblable à celui donné dans la question. Par exemple, une personne se classant à ce niveau pourrait avoir des difficultés à lire les indications pour la prise d'un médicament (Statistique Canada et OCDE, 2005).

♦ **Le plaisir de la lecture : un indicateur fiable de la réussite scolaire et de la poursuite d'études supérieures**

En parallèle, les résultats du *Programme international pour le suivi des acquis des élèves* (PISA) de 2003, auquel ont participé 41 pays de l'OCDE, permettent de mesurer les connaissances en lecture, en mathématiques, en sciences et en résolution de problèmes des élèves âgés de 15 ans. On peut grâce aux résultats de cette enquête internationale estimer si les élèves possèdent les compétences et les connaissances nécessaires pour participer pleinement à une économie et à une société axées sur le savoir (Statistique Canada, 7 décembre 2004). Au Québec, les résultats en mathématiques comme en sciences sont similaires entre les garçons et les filles. Par contre, à l'exemple de la majorité des pays et des provinces canadiennes, les filles du Québec détiennent en lecture un net avantage sur les garçons (Parent, 2006; Statistique Canada, 7 décembre 2004).

Dans tous les pays participants à l'enquête, l'importance du plaisir de lire est identifiée comme étant un des facteurs qui contribuent le plus à la réussite scolaire des élèves. D'ailleurs, l'OCDE accorde une place prépondérante à la lecture comme moyen efficace de maximiser la performance globale des élèves et d'assurer des niveaux de compétences semblables entre ceux issus de milieux sociaux différents. Au Québec, le plaisir de lire demeure aussi le facteur qui a l'effet le plus substantiel sur la réussite des élèves au secondaire. Viennent ensuite le statut socioéconomique de l'école et des parents, les activités culturelles de l'élève, la diversité des lectures et le nombre de livres à la maison (Parent, 2006).

De plus, les résultats du PISA combinés à ceux de l'*Enquête auprès des jeunes en transition* (EJET) démontrent que les élèves canadiens ayant des niveaux élevés de capacités en lecture à l'âge de 15 ans ont presque tous terminé leurs études secondaires à 19 ans et que la très grande majorité d'entre eux ont poursuivi des études postsecondaires. À l'inverse, ceux qui se retrouvent aux niveaux les plus bas de compétences en lecture sont plus susceptibles de décrocher de l'école secondaire avant l'obtention d'un diplôme puisque les trois quarts d'entre eux n'ont pas entrepris à l'âge de 19 ans d'études postsecondaires. Ces résultats se vérifient également à l'échelle québécoise (Statistique Canada, 7 juin 2006).

D'autres recherches montrent que les adultes des ménages canadiens pauvres ont moins tendance que les autres à lire dans leurs activités quotidiennes. Ils sont beaucoup plus susceptibles d'avoir besoin d'aide pour lire et comprendre des articles de journaux ou des instructions sur un contenant de médicaments. On constate également que les enfants de ces ménages à faible revenu ont aussi tendance à lire moins souvent et qu'ils profitent aussi moins de toutes les ressources comme les bibliothèques scolaires, les bibliothèques publiques et les achats de livres par les parents (Shalla et Schellenberg, 1998).

♦ **La faible scolarité et l'absence d'un diplôme minimal d'études secondaires : de lourdes conséquences sur la qualité de vie**

De façon générale, les personnes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires sont, dans tous les pays de l'OCDE, celles qui obtiennent les notes les plus faibles en lecture, en calcul et en résolution de problèmes. Elles cumulent aussi davantage de risques de voir leurs compétences de base en littératie diminuer fortement selon leur âge. Chez les jeunes adultes sans diplôme d'études secondaires, le faible niveau de compétences en littératie demeure en relation étroite avec des risques élevés d'éprouver des difficultés à s'insérer sur le marché du travail, à conserver un emploi lorsqu'ils en ont un et d'avoir peu de chances de voir leurs revenus d'emplois augmenter au cours de leur vie (Mc Mullen, 2005).

Le faible niveau de scolarité et l'absence d'un diplôme privent aussi les individus leur vie durant de nombreux avantages économiques et sociaux. Au Québec, la personne sans diplôme d'études secondaires serait susceptible d'obtenir en moyenne au cours de sa vie active un revenu d'emploi deux fois moins élevé que celui de la personne détentrice d'un baccalauréat. De plus, elle pourrait payer au cours de sa vie active beaucoup moins de taxes et d'impôts. Elle coûterait davantage à l'État en termes de dépenses liées à la criminalité et à la dépendance à l'aide sociale. Elle serait aussi susceptible d'avoir de moins bonnes habitudes de vie et de présenter un état de santé beaucoup moins favorable que la personne plus scolarisée (Demers, 2005). Elle resterait aussi plus vulnérable au chômage et à la perte d'emploi. Entre 1993 et 2001, les Canadiens sans diplôme d'études secondaires sont ainsi nettement surreprésentés parmi les chômeurs chroniques et les personnes qui n'ont jamais trouvé d'emploi (Statistique Canada, 6 septembre 2005). Au Québec, en 2001, le taux de chômage des personnes sans diplôme d'études secondaires demeure beaucoup plus élevé que celui des diplômés du secondaire, du collégial ou d'une université (Demers, 2005).

Les personnes sans diplôme d'études secondaires demeurent aussi beaucoup moins susceptibles d'occuper des postes de supervision ou de gestion, d'exercer un pouvoir de décision dans les entreprises qui les embauchent, d'appartenir aux équipes de la haute direction, d'obtenir des emplois très bien rémunérés, de disposer de plus d'autonomie professionnelle dans leurs tâches et d'en être davantage satisfaites et, au bout du compte, de profiter d'une plus grande liberté dans l'organisation de leur travail. **En somme, le niveau de scolarité demeure l'un des déterminants les plus puissants de la qualité de l'emploi occupé sur le marché du travail** (Butlin et Oderkirk, 1996).

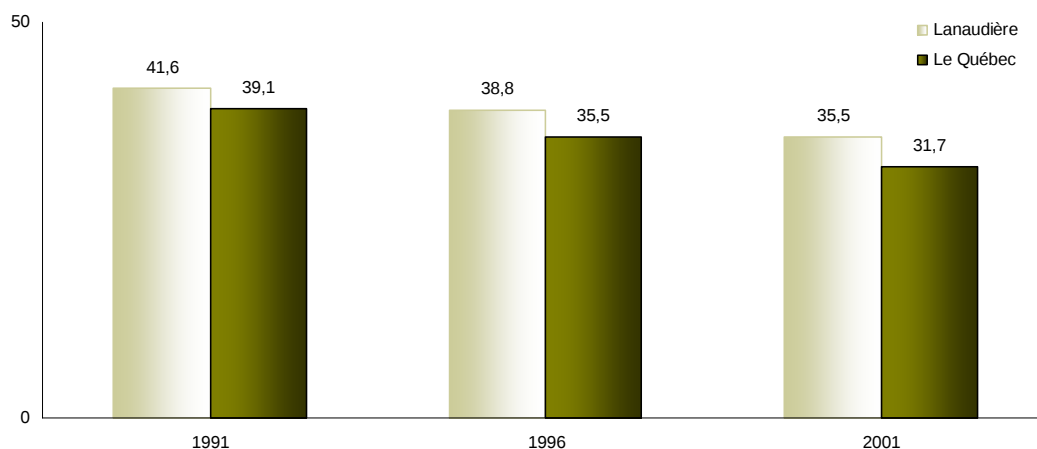
♦ **La scolarité dans Lanaudière : un retard sur le Québec qui s'amplifie depuis 1991**

La littérature met en lumière la place cruciale de la scolarité comme moyen d'améliorer ses conditions de travail et de vie et par conséquent son état de santé et de bien-être. Comment se situe la région de Lanaudière en comparaison avec le Québec et comment le niveau de scolarité de la population a-t-il évolué depuis le début des années 90?

Les données les plus récentes sur le niveau de scolarité atteint par la population âgée de 15 ans et plus sont des plus préoccupantes. Dans Lanaudière en 2001, la proportion de personnes n'ayant pas de diplôme d'études secondaires (35,5 %) est nettement supérieure à celle du Québec (31,7 %). De plus, la

région compte, toutes proportions gardées, presque deux fois moins de diplômés universitaires (7,8 %) que la province (14,0 %). Lanaudière se classe aussi en 2001 parmi les régions du Québec qui présentent à ces égards les pires performances⁴. En fin de compte, la population lanaudoise s'avère être, à l'heure actuelle, beaucoup moins scolarisée que celle du Québec et, fait préoccupant, ce retard déjà manifeste en 1991 s'amplifie. (Figures 1 et 2)

Figure 1
Population âgée de 15 ans et plus sans diplôme d'études secondaires,
Lanaudière et le Québec, 1991, 1996 et 2001 (en %)



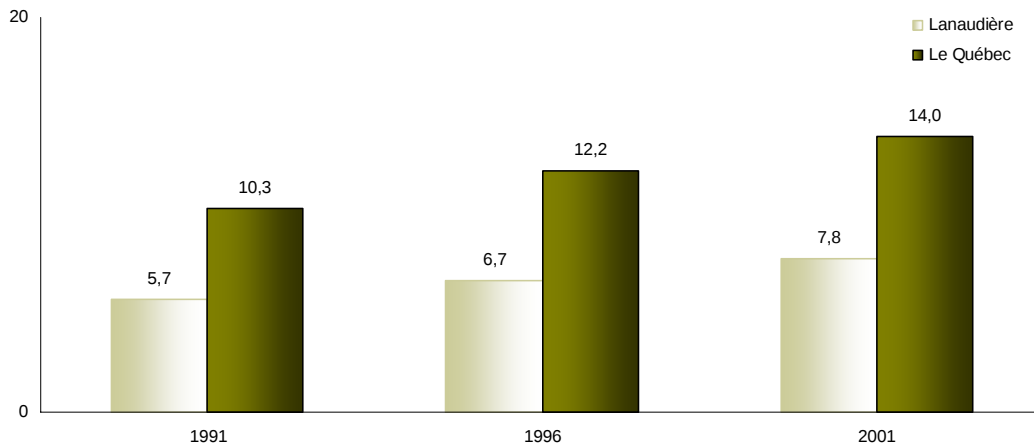
Sources : AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE. *Répartition de la population âgée de 15 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint, MRC, RLS, Lanaudière et le Québec, 1996 et 2001*, Tableaux tirés du SYstème Lanaudois d'Information et d'Analyse (SYLIA), Joliette, Service de surveillance, recherche et évaluation, Direction de santé publique et d'évaluation, consulté le 27 octobre 2006.

SAINT-CYR, Jean-Pierre. *Dynamisme démographique et profil socioéconomique de Lanaudière*, Saint-Charles-Borromée, RRSSS de Lanaudière, Direction de santé publique, septembre 1994, 60 p.

Les différences observées avec le Québec depuis 1991 se sont accrues, passant dans le cas des personnes faiblement scolarisées de 2,5 points de pourcentage à 3,8 en 2001. Dans le cas des diplômés universitaires, la différence de 4,6 points de pourcentage enregistrée au début des années 90 grimpe à 6,2 en 2001. Malgré une amélioration de la situation de la scolarité dans Lanaudière en une décennie, le progrès n'a pas été suffisant pour rejoindre la province. (Figures 1 et 2)

⁴ Parmi les dix-sept régions du Québec, Lanaudière (35,5 %) se classe au 11^e rang en ce qui concerne le pourcentage de personnes sans diplôme d'études secondaires. Seules celles du Bas-Saint-Laurent, du Centre-du-Québec, de la Côte-Nord, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et du Nord-du-Québec ont des pourcentages plus élevés de personnes faiblement scolarisées que Lanaudière. En ce qui concerne le pourcentage de diplômés universitaires, Lanaudière (7,8 %) se classe au 12^e rang parmi les dix-sept régions du Québec. Seules les régions du Centre-du-Québec, de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine obtiennent des pourcentages plus faibles. À l'exception du Centre-du-Québec, les régions qui, comme Lanaudière, ont une population faiblement scolarisée sont des régions éloignées des grands centres urbains ou dites « périphériques » (Institut de la statistique du Québec, 2006).

Figure 2
Population âgée de 15 ans et plus ayant un diplôme universitaire,
Lanaudière et le Québec, 1991, 1996 et 2001 (en %)



Sources : AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE. *Répartition de la population âgée de 15 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint, MRC, RLS, Lanaudière et le Québec, 1996 et 2001*, Tableaux tirés du SYstème Lanaudois d'Information et d'Analyse (SYLIA), Joliette, Service de surveillance, recherche et évaluation, Direction de santé publique et d'évaluation,, consulté le 27 octobre 2006.

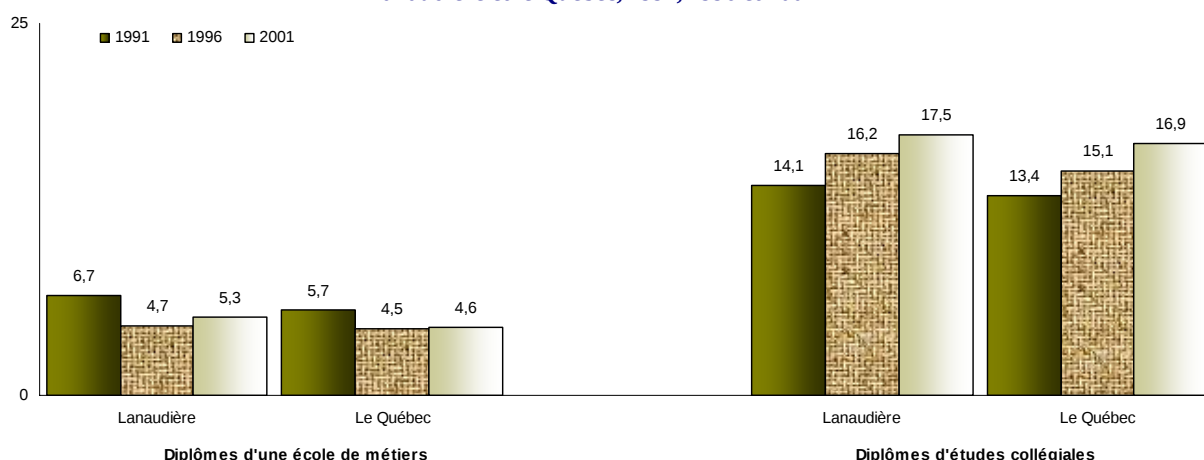
SAINT-CYR, Jean-Pierre. *Dynamisme démographique et profil socioéconomique de Lanaudière*, Saint-Charles-Borromée, RRSSS de Lanaudière, Direction de santé publique, septembre 1994, 60 p.

♦ Un plus de diplômés d'une école de métiers ou d'un cégep dans Lanaudière

En revanche, Lanaudière présente en 2001 des taux de diplômés d'une école de métiers (5,3 %) ou d'un cégep (17,5 %) légèrement supérieurs à ceux du Québec où ils atteignent respectivement 4,6 % et 16,9 %. Cette tendance se vérifiait également en 1991, ces pourcentages demeurant toujours un peu plus élevés dans la région (respectivement 6,7 % et 14,1 %) que dans la province (respectivement 5,7 % et 13,4 %). En dix ans, la proportion de personnes profitant d'un diplôme d'études collégiales a progressé aussi bien dans Lanaudière (de 14,1 % à 17,5 %) que dans la province (de 13,4 % à 16,9 %). En contrepartie, le pourcentage de diplômés d'une école de métiers diminuait aussi bien dans Lanaudière (de 6,7 % à 5,3%) qu'au Québec (5,7 % à 4,6 %). (Figure 3)

Selon une étude menée en 2005 par Statistique Canada, la participation aux études postsecondaires, et plus particulièrement aux études universitaires, est influencée dans une très large mesure par le niveau de scolarité des parents. Ainsi, chaque année supplémentaire de scolarité des parents accroît, de façon substantielle, les chances des enfants de poursuivre des études universitaires.

Figure 3
Population âgée de 15 ans et plus ayant un diplôme d'une école de métiers ou un diplôme d'études collégiales,
Lanaudière et le Québec, 1991, 1996 et 2001



Sources : AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE. *Répartition de la population âgée de 15 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint, MRC, RLS, Lanaudière et le Québec, 1996 et 2001*, Tableaux tirés du SYstème Lanaudois d'Information et d'Analyse (SYLIA), Joliette, Service de surveillance, recherche et évaluation, Direction de santé publique et d'évaluation, consulté le 27 octobre 2006.

SAINT-CYR, Jean-Pierre. *Dynamisme démographique et profil socioéconomique de Lanaudière*, Saint-Charles-Borromée, RRSSS de Lanaudière, Direction de santé publique, septembre 1994, 60 p.

D'autres facteurs pourraient également avoir des effets. Par exemple, le fait d'avoir échoué une année au primaire, d'avoir eu de moins bonnes notes au secondaire, d'appartenir à une famille dirigée par une mère seule, de vivre en région rurale⁵ lors de ses études secondaires, d'être éloigné de plus de 80 km d'une université⁶ ou encore le peu d'importance accordée aux études secondaires par les parents ou les amis sont aussi des causes pouvant expliquer la sous-scolarisation de la population lanaudoise (Finnie, Lascelles et Sweetman, 2005; Statistique Canada, 4 juin 2003).

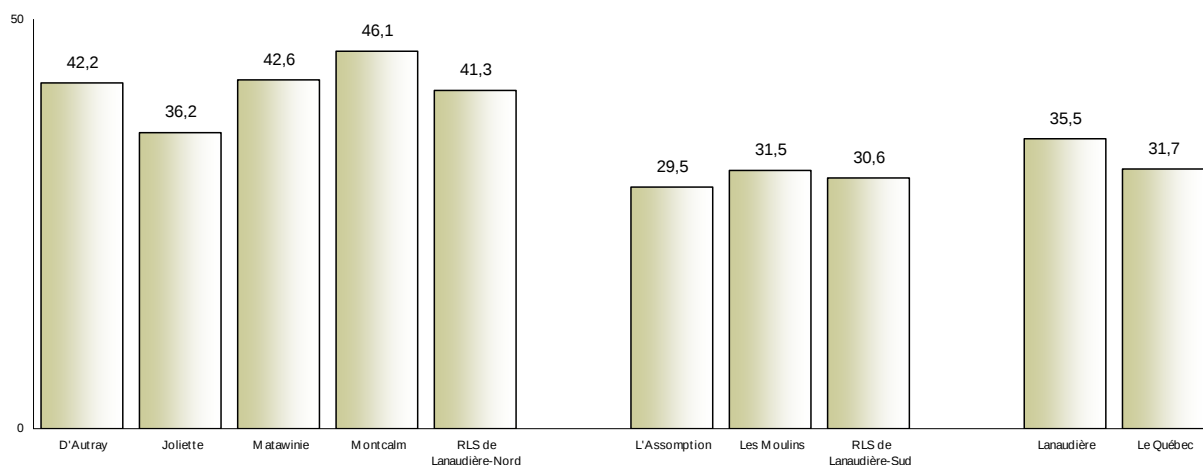
♦ Des différences importantes de scolarité entre le nord et le sud de Lanaudière

En 2001, le Réseau local de services (RLS) de Lanaudière-Nord (41,3 %) compte, toutes proportions gardées, beaucoup plus de personnes qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires que le territoire du RLS de Lanaudière-Sud (30,6 %). Ce pourcentage de personnes sans diplôme d'études secondaires grimpe jusqu'à 46,1 % dans la MRC de Montcalm alors qu'il s'abaisse à 29,5 % pour la MRC de L'Assomption. Entre les MRC ayant la meilleure et la pire performance en cette matière, les écarts se hissent à presque 17 points de pourcentage. (Figure 4)

⁵ Le fait de vivre en région rurale a un effet statistiquement significatif sur la fréquentation universitaire, tant chez les hommes que chez les femmes. Les chercheurs estiment que cette influence est importante, surtout dans le cas de la poursuite d'études universitaires, mais cet effet n'est plus significatif lorsqu'il s'agit des études postsecondaires en général (Finnie, Lascelles et Sweetman, 2005).

⁶ Les élèves de niveau secondaire qui n'habitent pas à proximité d'une université (c'est-à-dire à moins de 80 km de leur domicile, distance qui est considérée comme celle qui permet de faire la navette quotidienne en voiture) sont beaucoup moins susceptibles de fréquenter ce type d'établissement, particulièrement ceux qui appartiennent à une famille pauvre. Par contre, les résultats de cette recherche indiquent que ces élèves trop éloignés d'une université sont toutefois plus susceptibles d'aller au cégep à condition qu'il y en ait un à proximité (Statistique Canada, 4 juin 2003).

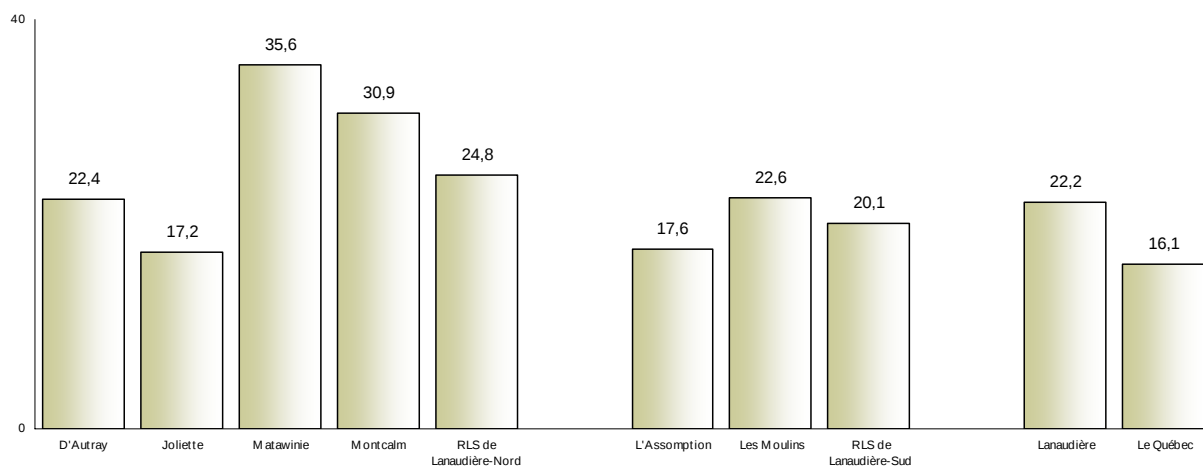
Figure 4
Population âgée de 15 ans et plus n'ayant pas diplôme d'études secondaires,
MRC, RLS, Lanaudière et le Québec, 2001 (en %)



Source : AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE. *Répartition de la population âgée de 15 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint, MRC, RLS, Lanaudière et le Québec, 2001*, Tableau tiré du SYstème Lanaudois d'Information et d'Analyse (SYLIA), Joliette, Service de surveillance, recherche et évaluation, Direction de santé publique et d'évaluation, consulté le 27 octobre 2006.

Parmi les jeunes Lanaudois âgés de 20 à 24 ans, la situation demeure préoccupante. Pour le territoire du RLS de Lanaudière-Nord, c'est le quart (24,8 %) des jeunes de cet âge qui n'ont pas obtenu leur diplôme du secondaire contre le cinquième (20,1 %) pour ceux du sud. Ce pourcentage grimpe à 35,6 % à la MRC de Matawinie et à 30,9 % pour celle de Montcalm. Par comparaison, c'est un jeune Québécois de cet âge sur six (16,1 %) qui n'a pas de diplôme d'études secondaires alors que dans Lanaudière, cette proportion se situe à 22,2 %. (Figure 5)

Figure 5
Population âgée de 20 à 24 ans n'ayant pas de diplôme d'études secondaires,
MRC, RLS, Lanaudière et le Québec, 2001 (en %)



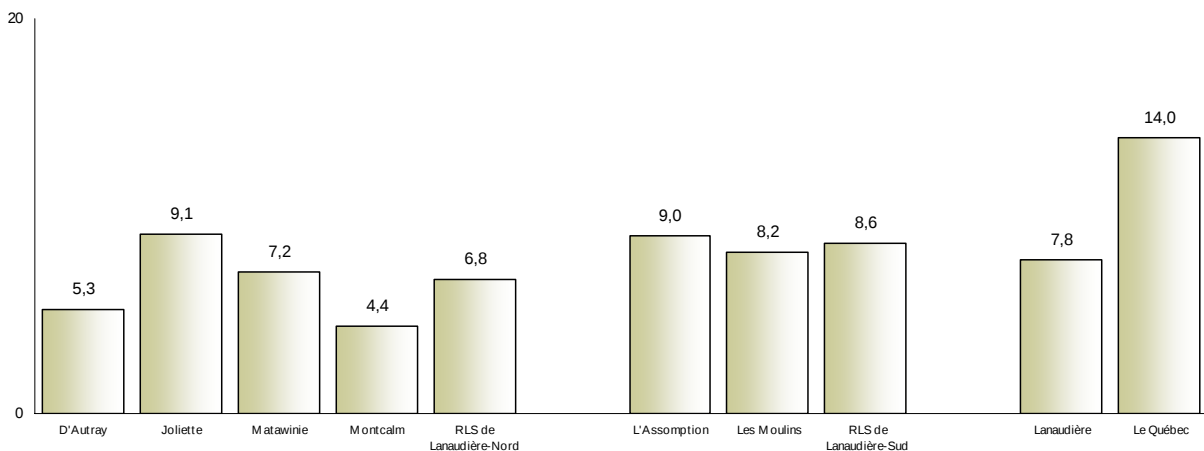
Source : AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE. *Répartition de la population âgée de 15 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint, MRC, RLS, Lanaudière et le Québec, 2001*, Tableau tiré du SYstème Lanaudois d'Information et d'Analyse (SYLIA), Joliette, Service de surveillance, recherche et évaluation, Direction de santé publique et d'évaluation, consulté le 27 octobre 2006.

Fait encourageant, le pourcentage de diplômés d'un cégep a connu depuis 1991 une nette augmentation dans tous les territoires de MRC. En 2001, pour le territoire du RLS de Lanaudière-Sud, près d'une personne âgée de 15 ans et plus sur cinq (19,2 %) est diplômée de cet ordre d'enseignement contre une sur six (15,6 %) en 1991. Pour la partie du nord de Lanaudière, ces proportions s'établissent respectivement à 15,5 % et à 12,5 %. Toujours en 2001, les pourcentages de diplômés d'un cégep atteignent 19,1 % pour la MRC de L'Assomption et 19,2 % pour la MRC des Moulins alors qu'ils atteignent leur niveau le plus faible pour les MRC de Montcalm (13,8 %) et de Matawinie (14,3 %). Toutefois, aux MRC de D'Autray (17,1 %) et de Joliette (16,7 %), ces proportions se rapprochent de la moyenne régionale (17,5 %). (Données non présentées)

Par contre, les pourcentages de diplômés d'une école de métiers se sont amoindris en dix ans dans toutes les MRC. Ainsi, en 2001, ces proportions atteignent leur niveau le plus élevé dans les MRC de Montcalm (6,1 %) et de D'Autray (5,8 %) alors que les plus faibles sont enregistrées dans les MRC de Matawinie (5,1 %) et des Moulins (5,1 %). (Données non présentées)

D'autre part, le territoire du RLS de Lanaudière-Nord (6,8 %) se distingue aussi de celui du sud (8,6 %) en ayant moins de personnes détenant un diplôme universitaire. Même si la population du RLS de Lanaudière-Sud apparaît à cet égard avantagée, il reste que les deux territoires de RLS, comptent, par rapport au Québec (14,0 %), deux fois moins de personnes profitant d'un grade universitaire. Les MRC de Montcalm (4,4 %) et de D'Autray (5,3 %) se démarquent en ayant entre deux et trois fois moins de diplômés universitaires que la province. Pour leur part, les MRC de Joliette (9,1 %) et de L'Assomption (9,0 %) demeurent celles qui obtiennent les plus fortes proportions de diplômés de cet ordre d'enseignement, demeurant néanmoins encore loin de la moyenne provinciale. (Figure 6)

Figure 6
Population âgée de 15 ans et plus ayant un diplôme universitaire,
MRC, RLS, Lanaudière et le Québec, 2001 (en %)



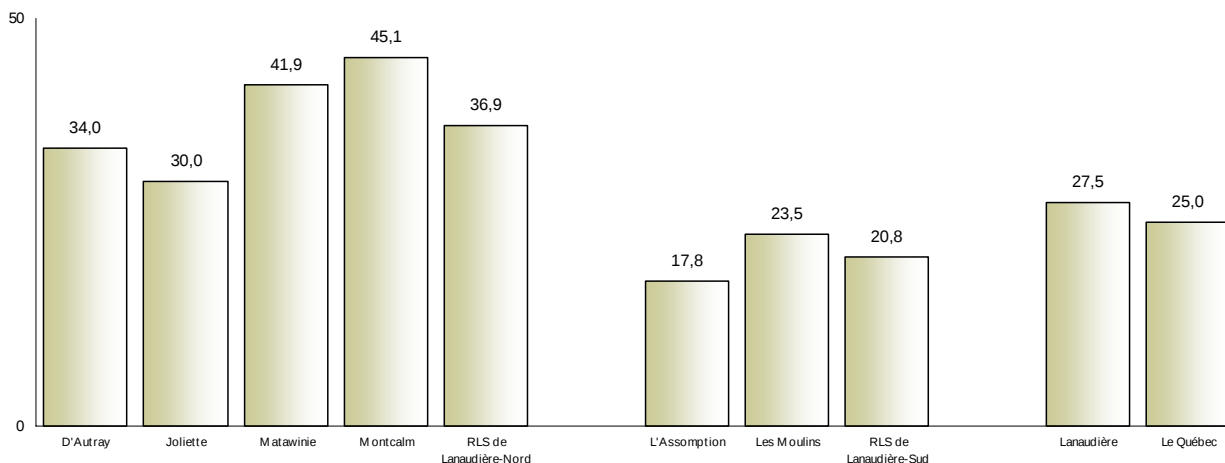
Source : AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE. *Répartition de la population âgée de 15 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint, MRC, RLS, Lanaudière et le Québec, 2001*, Tableau tiré du SYstème Lanaudois d'Information et d'Analyse (SYLIA), Joliette, Service de surveillance, recherche et évaluation, Direction de santé publique et d'évaluation, consulté le 27 octobre 2006.

Somme toute, les MRC de Montcalm, de D'Autray et de Matawinie se particularisent en ayant une population beaucoup moins scolarisée qu'ailleurs dans la région en 2001, et ce, bien que la situation ait progressé depuis le début des années 90.

♦ Le décrochage des jeunes du secondaire : deux fois plus élevé dans le nord de la région

Le taux de décrochage au secondaire ou le taux de sortants sans diplôme du secondaire⁷ demeure plus élevé dans Lanaudière, atteignant 27,5 % en 2002-2003 comparativement à 25,0 % pour le Québec. De plus, il varie presque du simple au double entre le RLS de Lanaudière-Sud (20,8 %) et celui du nord (36,9 %). Ces taux atteignent des sommets dans les MRC de Montcalm (45,1 %) et de Matawinie (41,9 %) où plus de deux jeunes du secondaire sur cinq, en 2002-2003, ont quitté l'école avant d'avoir obtenu un diplôme ou une qualification professionnelle. À l'inverse, les taux s'abaissent respectivement à 23,5 % et à 17,8 % dans les MRC des Moulins et de L'Assomption. Notons d'ailleurs que les taux de décrochage au secondaire y demeurent aussi plus faibles que ceux du Québec (25,0 %). (Figure 7)

Figure 7
Taux de sortants du secondaire sans diplôme, ni qualification, secteur des jeunes*,
MRC, RLS, Lanaudière et le Québec, 2002-2003 (en %)



* Il s'agit des jeunes âgés de moins de 20 ans inscrits à une école secondaire régulière en formation générale.

Source : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT, *Tableau HN4J01L*, juillet 2004.

⁷ Le décrocheur du secondaire ou le sortant sans diplôme, ni qualification est celui qui est inscrit dans une école secondaire une année donnée, mais qui n'a pas obtenu un diplôme ou une qualification durant cette année scolaire. De plus, cet élève ne doit pas être réinscrit dans un établissement d'enseignement du Québec, du secteur public ou privé, que ce soit en formation générale, en formation professionnelle ou dans un cégep. Toutefois, les sorties du secondaire attribuables à l'émigration ou à d'autres événements (mortalité, morbidité, scolarisation à domicile, etc.) sont prises en compte dans ce taux. On estime à 0,7 % cette marge d'erreur pour l'ensemble du Québec (Parent, 2006).

Il existe de fortes différences dans les taux de décrochage en fonction du sexe, et ce, aussi bien à l'échelle régionale que provinciale. Cependant, l'écart qui sépare les garçons et les filles en cette matière apparaît très important dans Lanaudière. En effet, les garçons (36,6 %) sont deux fois plus nombreux que les filles (18,7 %) à quitter les bancs de l'école secondaire avant d'avoir obtenu un diplôme. Au Québec, ces proportions se situent respectivement à 31,8 % et 18,5 %. Précisons qu'en 2002-2003, le taux de sortants sans diplôme des jeunes Lanaudoises (18,7 %) reste similaire à celui des jeunes Québécoises (18,5 %). (Tableau 1)

Tableau 1
Taux de sortants du secondaire sans diplôme, ni qualification, secteur des jeunes*, selon le sexe,
MRC, RLS, Lanaudière et le Québec, 2002-2003 (en %)

	Filles %	Garçons %
D'Autray	20,8	48,9
Joliette	20,8	39,0
Matawinie	33,1	52,7
Montcalm	27,5	62,1
RLS de Lanaudière-Nord	25,3	49,2
L'Assomption	11,8	23,8
Les Moulins	15,5	31,3
RLS de Lanaudière-Sud	13,7	27,7
Lanaudière	18,7	36,6
Le Québec	18,5	31,8

* Il s'agit des jeunes âgés de moins de 20 ans inscrits à une école secondaire régulière en formation générale.

Source : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT, *Tableau HN4J01L*, juillet 2004.

Sur le territoire du RLS de Lanaudière-Nord, c'est presque la moitié (49,2 %) des garçons contre le quart (25,3 %) des filles qui abandonnent l'école secondaire sans avoir eu leur diplôme. Pour le territoire du RLS de Lanaudière-Sud, ces taux atteignent respectivement 27,7 % et 13,7 %. Ces différences selon le sexe persistent dans toutes les MRC. Cependant, l'écart entre les garçons et les filles atteint des sommets dans les MRC de Montcalm (62,1 % pour les garçons et 27,5 % pour les filles) et de D'Autray (respectivement 48,9 % et 20,8 %). Par contre, la différence entre les sexes s'amointrit à la MRC de L'Assomption (respectivement 23,8 % et 11,8 %), celle-ci étant même inférieure à celle observée à l'échelle de la province (13,3 points de pourcentage). (Tableau 1)

Signalons finalement qu'entre la moitié et les trois cinquièmes des garçons des MRC de D'Autray (48,9 %), de Matawinie (52,7 %) et de Montcalm (62,1 %) laissent tomber l'école secondaire sans avoir un diplôme. Ces taux de décrochage des garçons demeurent deux fois plus élevés que ceux enregistrés dans les MRC de L'Assomption (23,8 %) et des Moulins (31,3 %). (Tableau 1)

♦ Le taux de diplomation au secondaire⁸ : de fortes disparités entre les sexes et les MRC

Les taux de diplomation des jeunes sont évidemment affectés par ces taux élevés d'abandon des études secondaires. Ainsi, entre 2002-2004, le taux de diplomation au secondaire après une période de sept ans se situe à 70,9 % pour le RLS de Lanaudière-Sud et 63,7 % pour celui du nord. Il atteint 57,2 % pour les élèves de la MRC de Montcalm et 58,6 % pour ceux de la MRC de Matawinie. Les taux de diplomation au secondaire atteignent leur niveau le plus élevé de la région dans les MRC de Joliette (71,1 %) et de L'Assomption (73,4 %) où près des trois quarts des élèves du secondaire obtiennent leur diplôme. (Tableau 2)

Tableau 2
Taux de diplomation au secondaire après sept années,
MRC, RLS, Lanaudière et le Québec, 2002-2004 (en %)

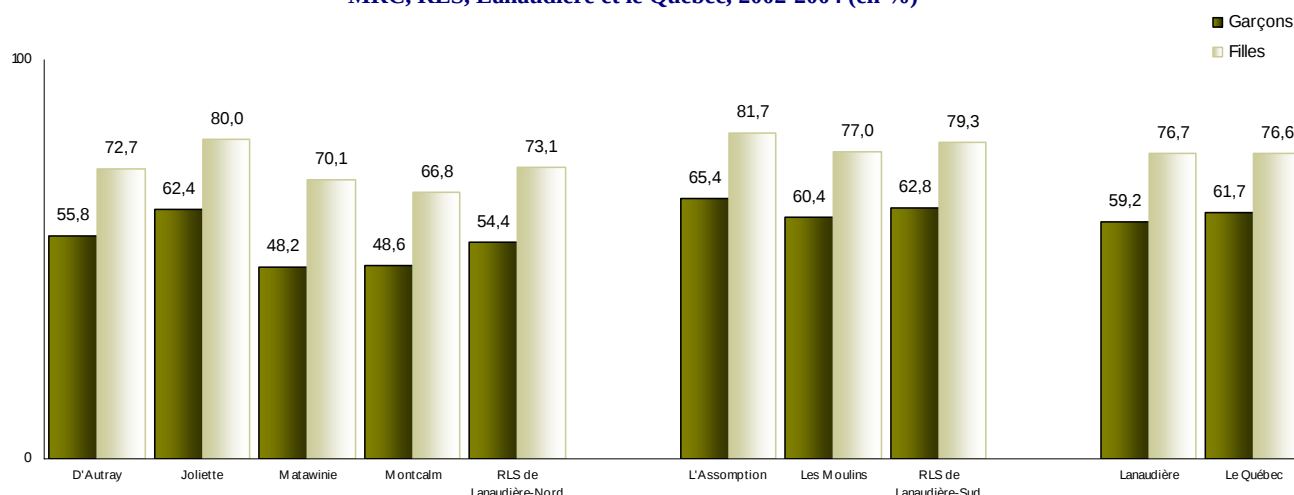
	Total %
D'Autray	63,7
Joliette	71,1
Matawinie	58,6
Montcalm	57,2
RLS de Lanaudière-Nord	63,7
L'Assomption	73,4
Les Moulins	68,5
RLS de Lanaudière-Sud	70,9
Lanaudière	67,7
Le Québec	68,9

Source : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT, *Banque de cheminement scolaire des élèves inscrits entre le 30 septembre 1995 et le 30 septembre 1997*, RÉF : BJ4J417D, 2005.

Encore une fois, il existe de fortes disparités entre les taux de diplomation des garçons et des filles. Aussi bien dans Lanaudière (76,7 %) qu'au Québec (76,6 %), plus des trois quarts des filles ont obtenu entre 2002 et 2004 leur diplôme d'études secondaires. Du côté des garçons, ce sont seulement les trois cinquièmes (respectivement 59,2 % et 61,7 %) d'entre eux qui font de même. Bien que l'on constate que le taux de diplomation des garçons reste inférieur à celui des filles dans toutes les MRC de Lanaudière, trois d'entre elles se démarquent par un taux qui reste nettement en dessous de celui de la région. Il s'agit des MRC de Matawinie (48,2 %), de Montcalm (48,6 %) et de D'Autray (55,8 %) où seulement la moitié des garçons environ réussissent à obtenir leur diplôme du secondaire. (Figure 8)

⁸ **Le taux de diplomation au secondaire** s'applique à un groupe ou à une **cohorte d'élèves** qui partagent des caractéristiques communes. Ces élèves sont inscrits pour la première fois en 1^{ère} secondaire dans une école du secteur public ou du secteur privé au 30 septembre d'une année donnée. Ils sont ensuite suivis dans leur cheminement scolaire pendant une période de sept années. À l'expiration de celle-ci, le nombre d'élèves âgés de moins de 20 ans ayant obtenu un **premier** diplôme d'études secondaires au secteur des jeunes ou au secteur des adultes est pris en compte par rapport à l'ensemble des élèves nouvellement inscrits en 1^{ère} secondaire au début de la période d'observation. Pour les fins du calcul du taux de diplomation, les diplômes admissibles sont le diplôme d'études secondaires (DES), le diplôme d'études professionnelles (DEP), le certificat d'études professionnelles (CEP), l'attestation de formation professionnelle (AFP), l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (ISPJ) et le certificat de formation en entreprise et récupération (CFER). Seul le **premier** diplôme obtenu par l'élève est pris en compte dans le calcul et le lieu de résidence attribué à l'élève est celui que ce dernier occupait au moment de sa première inscription en 1^{ère} secondaire.

Figure 8
Taux de diplomation au secondaire après sept années selon le sexe,
MRC, RLS, Lanaudière et le Québec, 2002-2004 (en %)



Source : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT, *Banque de cheminement scolaire des élèves inscrits entre le 30 septembre 1995 et le 30 septembre 1997*, RÉF : BJ4J417D, 2005.

♦ **Beaucoup trop d'élèves passent au secondaire après avoir redoublé au moins une année scolaire**

Les recherches démontrent que les élèves qui entrent au secondaire avec un retard d'au moins une année scolaire présentent beaucoup plus risques de quitter l'école avant d'obtenir un diplôme. Or, dans Lanaudière en 2004-2005, près d'un élève sur cinq (19,5 %) avait redoublé au moins une année du primaire lorsqu'il est passé au secondaire comparativement à presque'un sur sept (15,0 %) à l'échelle québécoise. (Tableau 3)

De plus, de très nettes disparités existent entre les élèves du nord et du sud de Lanaudière. On constate ainsi que le nord de Lanaudière, desservi par la Commission scolaire (CS) des Samares obtient un taux de retard scolaire de ses élèves à leur entrée au secondaire de 26,5 %, soit pratiquement le double de celui de la CS des Affluents (15,0 %) qui dessert les élèves du sud de Lanaudière. (Tableau 3)

Comme c'est le cas pour le décrochage des jeunes du secondaire et pour l'obtention d'un diplôme d'études secondaires, les garçons restent beaucoup plus nombreux que les filles à accuser un tel retard lors de leur passage au secondaire. Près du tiers (30,1 %) des garçons de la CS des Samares ont doublé au moins une année avant d'entrer au secondaire comparativement au cinquième (22,5 %) des filles. À la CS des Affluents, c'est près d'un garçon sur six (17,7 %) qui est dans cette situation comparativement à une fille sur huit (12,0 %). (Tableau 3)

La comparaison de ces données avec celles de 2003-2004 montre une diminution appréciable de ces taux de retard scolaire, et ce, tant dans Lanaudière (de 21,1 % à 19,5 %) qu'au Québec (de 17,3 % à 15,0 %). Cette baisse a été plus prononcée chez les garçons que chez les filles, et en particulier chez ceux de la CS des Samares, leur taux étant passé de 33,9 % en 2003-2004 à 30,1 % en 2004-2005. À

la CS des Affluents, le taux de retard scolaire des garçons a aussi fléchi, passant de 19,5 % à 17,7 %. Cette tendance est donc encourageante. (Tableau 3)

Tableau 3
Élèves qui passent au secondaire avec un retard d'au moins
une année scolaire selon le sexe et la commission scolaire¹,
Lanaudière et le Québec, 2003-2004 et 2004-2005 (en %)

	2003-2004			2004-2005		
	Filles %	Garçons %	Total %	Filles %	Garçons %	Total %
Commission scolaire des Affluents	12,7	19,5	16,2	12,0	17,7	15,0
Commission scolaire des Samares	22,7	33,9	28,6	22,5	30,1	26,5
Lanaudière	16,7	25,3	21,1	16,1	22,5	19,5
Le Québec	13,8	20,7	17,3	12,9	19,0	15,0

¹ Il s'agit des données sur le retard scolaire qui ne prennent pas en compte les élèves des écoles du secteur privé, ni ceux des écoles anglophones de Lanaudière qui relèvent de la CS Sir-Wilfrid-Laurier.

Source : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT, *Portrait statistique de l'éducation. Région administrative de Lanaudière, 2005*, Québec, Direction générale des régions et Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs, décembre 2005.

Malgré tout, quel que soit l'indicateur retenu pour qualifier le cheminement et la réussite scolaire des élèves, force est d'admettre que de fortes disparités séparent les élèves qui résident dans le nord et le dans le sud de la région. Ceux du nord, et en particulier les garçons, accusent des retards par rapport aux élèves du sud et aux élèves québécois. Par contre, les élèves de la partie sud obtiennent généralement des performances meilleures ou comparables à celles des élèves québécois.

◆ Discussion et conclusion

Les données présentées sur le niveau de scolarité atteint par la population, de même que celles portant sur la persévérance et la réussite scolaires des jeunes sont éloquentes. Lanaudière tire de l'arrière, accusant un retard sur la province en matière de scolarisation de sa population. Fait troublant, comparativement au Québec, le pourcentage de personnes faiblement scolarisées diminue beaucoup plus lentement et la progression de la proportion de personnes ayant un grade universitaire demeure aussi beaucoup moins rapide dans la région de Lanaudière. Ce qui fait en sorte que les différences avec le Québec se sont même accentuées de 1991 à 2001.

En revanche, les personnes qui profitent d'un diplôme d'une école de métiers ou d'un cégep restent, toutes proportions gardées, un peu plus nombreuses dans Lanaudière qu'au Québec aussi bien en 2001 qu'en 1991. De plus, le pourcentage de ces diplômés a progressé au cours de cette période dans toutes les MRC.

Fait encourageant, lorsqu'ils ont franchi avec succès l'étape cruciale des études secondaires ou collégiales, les jeunes Lanaudois accèdent en plus grand nombre, toutes proportions gardées, à l'université. En effet, à l'automne 2002, 80 % des finissants lanaudois à la formation pré-universitaire

du collégial contre seulement 77 % de leurs homologues québécois fréquentaient à temps plein une université. En outre, près du quart (24 %) de ceux qui ont complété une formation technique au collégial contre 17 % au Québec étaient inscrits à l'automne 2002 à temps plein dans une université (Institut de la statistique du Québec, 2006). Ces données illustrent l'importance à accorder à l'accès à un premier diplôme. Il semble en effet que les jeunes Lanaudois soient incités et davantage disposés à poursuivre leurs études dès qu'ils ont franchi avec succès l'étape du secondaire et qu'ils ont obtenu un diplôme marquant leur réussite. Ils peuvent être ainsi convaincus de leurs capacités à continuer leurs études au-delà du secondaire et confiants de pouvoir réussir à décrocher un autre diplôme aux autres ordres d'enseignement.

L'écart de scolarisation entre Lanaudière et le Québec peut se creuser, en raison de plusieurs facteurs dont le décrochage scolaire au secondaire. On peut penser aussi que l'absence d'université dans la région, de même que certaines particularités du marché du travail lanaudois peuvent aussi jouer un rôle à l'échelle régionale, mais surtout dans certaines MRC, de fortes proportions de jeunes abandonnant l'école avant d'avoir obtenu au moins un diplôme d'études secondaires.

Ces MRC, qui ont des taux de diplomation au secondaire plus bas qu'ailleurs se démarquent en ayant aussi des taux d'emploi plus faibles, des taux de chômage plus élevés en dépit de la croissance économique et des revenus qui y demeurent aussi nettement inférieurs. Ces MRC obtiennent également des taux de pauvreté parmi les plus hauts de Lanaudière⁹. Les indices de santé socioéconomique de ces territoires s'avèrent très préoccupants et soulèvent de nombreuses questions sur l'importance accordée à la valorisation de l'éducation et à la poursuite des études par les jeunes jusqu'à l'obtention d'un diplôme qualifiant.

La scolarité, de même que l'acquisition de connaissances que les personnes font au cours de leur vie déterminent en grande partie les possibilités de développement économique, social et culturel d'une communauté ou d'une région. Les recherches ont d'ailleurs prouvé que la diminution des différences en matière de scolarité, de qualifications et de compétences des populations de différents pays favorise la croissance et la création d'emplois. Il est démontré que l'investissement dans l'éducation demeure trois fois plus important pour la croissance économique que celui réalisé dans la machinerie et les équipements.

Dans une société du savoir comme la nôtre, l'une des plus grandes richesses d'une région ou d'un territoire demeure ses ressources humaines. Ces dernières doivent profiter d'un niveau de scolarité suffisant et d'un diplôme qui offrent la possibilité d'intégrer le marché du travail, d'être qualifiées et capables d'occuper les emplois de plus en plus spécialisés, mais aussi d'être en mesure de faire face aux changements rapides qu'exigent les nouvelles technologies et la mondialisation des marchés. Comment les MRC ayant de fortes proportions de leur population n'ayant pas obtenu au moins un diplôme minimal du secondaire s'adapteront-elles à ces nouvelles exigences et pourront-elles réussir à tirer leur épingle du jeu dans un contexte de très grande compétition pour l'obtention des emplois de meilleure qualité?

La promotion des bénéfices associés à la poursuite des études et des valeurs concernant l'importance de l'éducation pour les jeunes, et ce, dès leur plus jeune âge, s'impose pour briser le cercle vicieux de

⁹ Ces questions sont abordées plus particulièrement dans le deuxième fascicule de cette série.

l'échec et de l'abandon. Les familles comme les communautés ont également un rôle à jouer pour encourager les jeunes dans la réussite scolaire. On estime aussi que faire la lecture aux enfants dès le plus jeune âge, de même que susciter le plaisir de lire, constituent des facteurs de toute première importance pour le bon rendement de l'élève au secondaire et qu'à cet égard, les collectivités peuvent contribuer en offrant l'accès aux bibliothèques publiques et scolaires par exemple. Toutes les actions qui favorisent l'éveil à la lecture et développent le plaisir de lire chez les enfants, les adolescents, les adultes et les parents ne peuvent que favoriser la persévérance et la réussite scolaire et permettre d'améliorer le niveau global de scolarité de la population lanauoise.

♦ **Pourquoi la santé publique s'engage-t-elle avec ses partenaires dans l'action sur les déterminants des inégalités socioéconomiques dans une perspective de développement durable des communautés?**

La question de la pauvreté a été au cours des quinze dernières années au cœur des préoccupations des organismes gouvernementaux canadiens et québécois aussi bien que de celles des instances régionales et locales. Il est en effet indéniable qu'à l'extrémité la plus faible du spectre du revenu, les personnes présentent beaucoup de difficultés à se sortir du chômage chronique et à s'extirper de la pauvreté en raison de nombreux facteurs qui souvent s'additionnent ou multiplient leurs effets. Parmi ceux-ci, sont identifiés l'analphabetisme ou les faibles compétences en lecture, en calcul et en résolution de problèmes, le niveau de scolarité trop faible ou l'absence d'un diplôme d'études secondaires, les emplois précaires et peu rémunérés, les désunions conjugales et l'éclatement de la famille qui souvent en découle ainsi que le fait de vivre seul et d'avoir des contraintes liées à la maladie ou à un handicap. Cependant, il est reconnu que le niveau de scolarité demeure le déterminant le plus puissant de la santé et de la qualité de vie de la population.

Il est aussi de plus admis qu'au cours des années 90, les inégalités de revenu et de richesse se sont aussi amplifiées. Les familles ayant à leur tête une personne faiblement scolarisée, une mère seule ou encore une personne sans emploi ou dépendante de l'aide sociale, de même que celles qui ne peuvent compter que sur un seul revenu se classent souvent parmi les familles les plus pauvres. À l'opposé, celles qui ont à leur tête un couple dont au moins un des deux conjoints est très scolarisé ainsi que celles qui profitent de deux revenus font la plupart du temps partie des familles les plus fortunées. En 2001, les familles canadiennes les plus riches bénéficient d'un revenu après impôt qui s'avère être neuf fois plus élevé que celui des familles les plus pauvres et cet écart s'est agrandi au cours des années 90.

Pour réduire la prévalence de la pauvreté et de l'exclusion sociale, il faut une plus grande participation des individus à la création de la richesse et il faut également compter sur une distribution plus égalitaire et équitable des revenus au sein de notre société. Une plus grande polarisation économique et sociale entraîne le risque de la constitution d'une sous-classe marginalisée et exclue qui contribue inévitablement au déclin des niveaux globaux de bien-être socioéconomique et de prospérité (Scott, 2005).

Il est démontré que l'accroissement de l'écart entre les plus riches et les plus pauvres affecte considérablement l'organisation sociale des communautés et joue un rôle majeur dans l'érosion de la cohésion sociale ainsi que dans la diminution du degré de confiance des individus entre eux (Wilkinson, 1996). Le niveau élevé de différences socioéconomiques a aussi une influence négative sur le degré de

participation des individus à la vie sociale et communautaire, tout en réduisant considérablement les possibilités d'échanges réciproques de services entre les personnes et les familles (Lemire, 2000).

Somme toute, l'état de santé et la qualité de vie d'une population dépendent davantage d'une répartition plus égalitaire et équitable des revenus que du niveau élevé du revenu moyen. Les recherches démontrent ainsi que l'augmentation du revenu moyen pourrait aller de pair avec la détérioration de l'état de santé de la population si cette croissance de la richesse conduit à sa concentration sur un plus petit nombre d'individus. Il ne suffit pas seulement d'augmenter la richesse globale d'une société pour que toutes les couches de la société en profitent¹⁰. Il faut également que plus de citoyens aient les capacités d'obtenir un diplôme et des qualifications adéquates pour obtenir un emploi bien rémunéré et valorisant. Ce faisant, ces personnes prennent part à la création de la richesse collective et l'État doit s'assurer de la redistribution équitable de cette richesse envers les plus démunis.

Pour s'assurer de la santé, du bien-être et du développement des communautés lanaudoises, il est essentiel d'agir en concertation et en cohérence sur les axes majeurs qui l'influencent et le favorisent, soit le niveau de scolarité de la population, le soutien aux familles et le développement des jeunes enfants (Bégin et Ouellet, 1999).

En termes de santé publique, il est très rentable de mettre sur pied des actions et des mesures visant à :

- ✓ Développer précocement l'intérêt et le plaisir de lire des tout-petits et des enfants;
- ✓ Améliorer les capacités de lecture des enfants et des adolescents;
- ✓ Prévenir, de concert avec les familles, les écoles et les communautés, le décrochage scolaire des jeunes au secondaire et promouvoir l'obtention d'un premier diplôme;
- ✓ Valoriser et augmenter la poursuite des études collégiales et universitaires de la population lanaudoise;
- ✓ Valoriser auprès des familles et des communautés l'importance de l'éducation comme moyen efficace d'améliorer la santé, la qualité de vie et les conditions de travail de la population;
- ✓ Instaurer des politiques familiales favorisant les congés parentaux, la conciliation travail-famille et le développement des compétences parentales;
- ✓ Promouvoir l'éducation des adultes et la formation continue des travailleurs;

Toutes ces actions doivent être appuyées, encouragées et soutenues par les acteurs de la santé publique ainsi que par leurs partenaires et collaborateurs du réseau de la santé et des services sociaux et de l'intersectoriel, et ce, dans une perspective de développement des communautés lanaudoises. Toutes ces mesures permettent d'avoir un impact sur l'augmentation du taux de diplomation au secondaire et sur l'accroissement du niveau global de scolarité de la population lanaudoise. En conséquence, ces actions contribuent à réduire les inégalités socioéconomiques et à améliorer l'état de santé et de bien-être de toutes les Lanaudoises et de tous les Lanaudois

¹⁰ Comme le prétendait le philosophe et scientifique Francis Bacon, « l'argent est comme le fumier, il n'est utile que s'il est bien épandu... » (Evans, 1996).

♦ Références

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE. *Répartition de la population âgée de 15 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint, MRC, RLS, Lanaudière et le Québec, 1996 et 2001*, Tableaux tirés du SYstème Lanaudois d'Information et d'Analyse (SYLIA), Joliette, Service de surveillance, recherche et évaluation, Direction de santé publique et d'évaluation, consulté le 27 octobre 2006.

BÉGIN, Claude, et Lise OUELLET (coll.). *Qualité de vie de la population et développement local : perspectives pour la réflexion*, Saint-Charles-Borromée, RRSSS de Lanaudière, Direction de santé publique, Service de prévention et de promotion, décembre 1999, 41 p.

BERNÈCHE, Francine, et Bertrand PERRON. *La littératie au Québec en 2003 : faits saillants, Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA)*, 2003, Québec, Institut de la statistique du Québec, Direction Santé Québec, 2005, 12 p.

BUTLIN, Georges, et Jillian ODERKIRK. *Le niveau de scolarité : facteur déterminant de l'autonomie et de l'autorité en milieu de travail*, Ottawa, Statistique Canada, centre de statistiques sur l'éducation, Document 75F0002M, décembre 1996, 40 p.

DEMERS, Marius. La rentabilité du baccalauréat, *Bulletin statistique de l'éducation*, n° 32, septembre 2005, 11 p.

EVANS, Robert G., Morris L., BARER et Theodore R. MARMOR. *Être ou ne pas être en bonne santé. Biologie et déterminants sociaux de la maladie*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1996, 359 p.

FINNIE, Ross, Éric LASCELLES et Arthur SWEETMAN. *Qui poursuit des études supérieures? L'incidence directe et indirecte des antécédents familiaux sur l'accès aux études postsecondaires*, Ottawa, Statistique Canada, Direction des études analytiques, Division des entreprises et du marché du travail, janvier 2005, Document 11F0019, n° 237, 44 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Lanaudière : Bulletin statistique régional*, hiver (mars) 2006, 13 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Données sur l'état de scolarisation de la population selon les régions administratives en 2001*, disponibles sur le site web à l'adresse suivante : www.stat.gouv.qc.ca, consulté le 14 septembre 2006.

LEMIRE, Louise. *La persistance des inégalités sociales de santé et de bien-être : Un défi pour l'action*, Saint-Charles-Borromée, Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière, Direction de la santé publique, juin 2000, 32 p.

MARQUIS, Geneviève, et Élisabeth CADIEUX. *Projections de la population selon le sexe et l'année d'âge, Région de Lanaudière et le Québec, 2001-2026*, Saint-Charles-Borromée, Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de Lanaudière, Direction de santé publique et d'évaluation, Service de surveillance, recherche et évaluation, 2005, 39 p.

MC MULLEN, Kathryn. *Compétences en alphabétisation, en numératie et en résolution de problèmes-Compétences de base pour une économie du savoir, Question d'éducation*, Ottawa, Statistique Canada, 29 juin 2005, 5 p.

PARENT, Luc. *Analyse de l'abandon scolaire dans la région de Lanaudière*, Joliette, Document réalisé à la demande du Comité régional pour la valorisation de l'éducation, février 2006, 154 p.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT, *Tableau HN4J01L*, juillet 2004.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT, *Portrait statistique de l'éducation. Région administrative de Lanaudière, 2005*, Québec, Direction générale des régions et Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs, décembre 2005.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT, *Banque de cheminement scolaire des élèves inscrits entre le 30 septembre 1995 et le 30 septembre 1997*, RÉF : BJ4J417D, 2005.

SAINT-CYR, Jean-Pierre. *Dynamisme démographique et profil socioéconomique de Lanaudière*, Saint-Charles-Borromée, RRSSS de Lanaudière, Direction de santé publique, septembre 1994, 60 p.

SCOTT, Katherine. *Le monde où nous vivons : vers une nouvelle architecture sociale*, Ottawa, Conseil canadien de développement social, Série sur la nouvelle architecture sociale, 2005, 47 p.

SHALLA, Vivian, et Grant SCHELLENBERG. *La valeur des mots : alphabétisme et sécurité économique au Canada*, Ottawa, Statistique Canada et Conseil canadien de développement social, Document 89F0100X1F, 1998, 5 p.

STATISTIQUE CANADA. *Étude : Accès au collège et à l'université; est-ce que la distance importe?* Le Quotidien, 4 juin 2003, 5 p.

STATISTIQUE CANADA. *Étude : La performance des jeunes au Canada en mathématiques, en lecture, en sciences et en résolution de problèmes*, Le Quotidien, 7 décembre 2004, 5 p.

STATISTIQUE CANADA. *Étude : Répercussions des antécédents familiaux sur l'accès aux études postsecondaires*, Le Quotidien, 18 janvier 2005, 2 p.

STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la littératie et les compétences des adultes*, Le Quotidien, 11 mai 2005, 6 p.

STATISTIQUE CANADA. *Étude : Le chômage chronique. 1993 à 2001*, Le Quotidien, 6 septembre 2005, 3 p.

STATISTIQUE CANADA. *Étude : Liens entre la capacité de lecture et les résultats éducationnels*, Le Quotidien, 7 juin 2006, 5 p.

STATISTIQUE CANADA ET ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE). *Apprentissage et réussite. Premiers résultats de l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes*, Ottawa et Paris, Document 89-603-XWF, 2005, 338 p.

WILKINSON, Richard G. *Unhealthies societies : the affliction of inequality*, Londres, Routledge, 1996, 255 p.

WILLMS, Douglas. *Inégalités en matière de capacité de lecture chez les jeunes au Canada et aux États-Unis*, Ottawa, Statistique Canada, Document 89F0116X1F, 1999, 6 p.

Le présent fascicule a été réalisé par le Service de surveillance, recherche et évaluation. Il s'inscrit dans une série de deux fascicules du même genre qui explorent les liens entre la scolarité, le décrochage scolaire, l'emploi, le chômage, le revenu et la pauvreté dans la région de Lanaudière.

Analyse et rédaction : Louise Lemire, agente de planification, de programmation et de recherche

Élaboration des tableaux et des figures : Josée Payette, technicienne en recherche psychosociale

Conception graphique du fascicule et mise en pages : Marie-Josée Charbonneau, agente administrative

Comité de lecture : Claude Bégin, Élisabeth Cadieux, Marie-Josée Charbonneau, Christine Garand, André Guillemette, Josée Payette et Mélanie Renaud

Dépôt légal :
ISBN : 2-921-672-18-9 (version imprimée)
2-921-672-19-7 (version PDF)
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Premier trimestre 2007

Ce document peut être reproduit sans autorisation si la source est mentionnée.
Toute information extraite de ce document devra porter la source suivante :

LEMIRE, Louise, *Scolarité, inégalités socioéconomiques et pauvreté dans Lanaudière. Un niveau de scolarité plus élevé contribue à de meilleures conditions de travail, à une meilleure qualité de vie et à un meilleur état de santé*, Joliette, Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière, Direction de santé publique et d'évaluation, Service de surveillance, recherche et évaluation, 2007, 20 p.
